

Rebondir

Quel cap pour
la compétitivité
française ?



Rebondir

Quel cap
pour la compétitivité
française ?

Remerciements

Nous remercions tous ceux qui ont contribué à cette étude :

Le Conseil d'administration de Syntec Conseil pour son soutien

Les membres du comité de pilotage qui a dirigé les travaux : Fabrice Alexandre (C&I), Benoît Désveaux (Hopscotch Groupe), Mathilde Durieux (Syntec Conseil), Jean-Marie Hennes (Mars & Co), David Ifrah (Syntec Conseil), Nessim Le Picard (C&I), David Mahé (Human & Work), Olivier Marchal (Bain & Company) et Thibault Monarque (C&I)

Nos prestataires : Kevin Robin et Charlotte Beaudoin (BVA) pour la réalisation de l'enquête, et Isabelle Vermeir (isavermeir.com) pour l'infographie

L'équipe projet Bain & Company : Marina de Lambert, Joseph de Reboul et Maurice Mouannes

« Le plus grand danger
en temps de turbulence
n'est pas
la turbulence elle-même,
mais d'agir avec
la logique d'hier »

Peter Drucker



Préambule

Ce 13^{ème} baromètre Syntec Conseil de la compétitivité intervient dans un moment inédit de tensions et d'incertitudes

- Tension extrême sur le plan géopolitique avec un impératif de réarmement de l'Europe, et le risque de déclenchement d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis
- Manque de stabilité politique en France, et début d'un retour en arrière par rapport à une politique pro-business menée depuis plusieurs années
- Tensions sur les finances publiques de la France, avec des marges de manœuvre extrêmement réduites, et la menace d'une aggravation du coût de la dette
- Des défis majeurs de long terme qui risquent de passer au second plan, parmi lesquels l'impératif de transition écologique

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le sondage du baromètre exprime un pessimisme accru chez les cadres dirigeants des entreprises

- Inquiétudes sur les perspectives d'activité à court terme
- Perception d'une dégradation de la compétitivité
- Sentiment d'un accroissement des défis concernant la gestion des ressources humaines, et la gestion financière de l'entreprise
- Perception de la persistance de freins puissants à la compétitivité des entreprises, aux premiers rangs desquels la fiscalité excessive, le coût du travail qualifié, et les lourdeurs administratives
- Conviction que le rétablissement des finances publiques est un impératif majeur, notamment par l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques
- Scepticisme grandissant sur la capacité du pays à faire face à ces défis

Face à ces enjeux, Syntec Conseil reste volontariste et optimiste, et propose un cap pour permettre le rebond de l'économie française

- Il n'y a pas de fatalité à un déclin de la France. Nos atouts sont nombreux, et un rebond est possible en s'appuyant sur les talents et la capacité des entreprises françaises, elles-mêmes au cœur de la cohésion sociale et économique du pays
- Mais le logiciel des dernières décennies a atteint ses limites. En faisant peser sur les entreprises le poids du modèle social français, sans essayer de moderniser celui-ci, on a fragilisé la compétitivité du pays et alourdi les finances publiques, sans contrepartie perceptible dans la qualité des services publics
- Arrivés aux limites de ce système, nous sommes dans l'obligation de le refonder pour éviter un décrochage aux dépens des générations futures, tout en maintenant un modèle social exigeant et ambitieux
- Le cap que nous proposons se fonde sur la recherche d'un équilibre gagnant-gagnant qui permettrait au prix de changements courageux, un rebond du pouvoir d'achat des Français et la relance du dynamisme de l'économie



David Mahé,
Président de Syntec Conseil,
Fondateur de Human & Work



Olivier Marchal,
Administrateur de Syntec Conseil
Chairman de Bain et Compagnie France



Sommaire

■ Introduction

■ Vue d'ensemble des participants du sondage1/2

■ **Sondage** 3

■ La conjoncture et les défis des entreprises

■ La compétitivité à la peine

■ Les conditions du redressement

■ **Décryptage et recommandations**19

■ **Conclusion**36

Introduction

SYNTEC CONSEIL

- Syntec Conseil, syndicat professionnel des sociétés de conseil en France, représente 250 entreprises



Un secteur clé : 120 000 collaborateurs | 20 Md€ de CA annuel



Nos clients : 87,5% entreprises privées | 12,5% secteur public



Notre mission : Accompagner les grandes transformations, renforcer la compétitivité et accompagner leurs démarches de responsabilité sociétale

LE BAROMÈTRE ANNUEL DE LA COMPÉTITIVITÉ

- Porte-voix des entreprises françaises, nous relayons depuis 2011 leurs préoccupations et défis sur la thématique de la compétitivité
- Nos objectifs pour 2025 :



Mesurer l'évolution de la compétitivité en France



Alerter & mobiliser les acteurs économiques et institutionnels en mettant en lumière les freins à la compétitivité

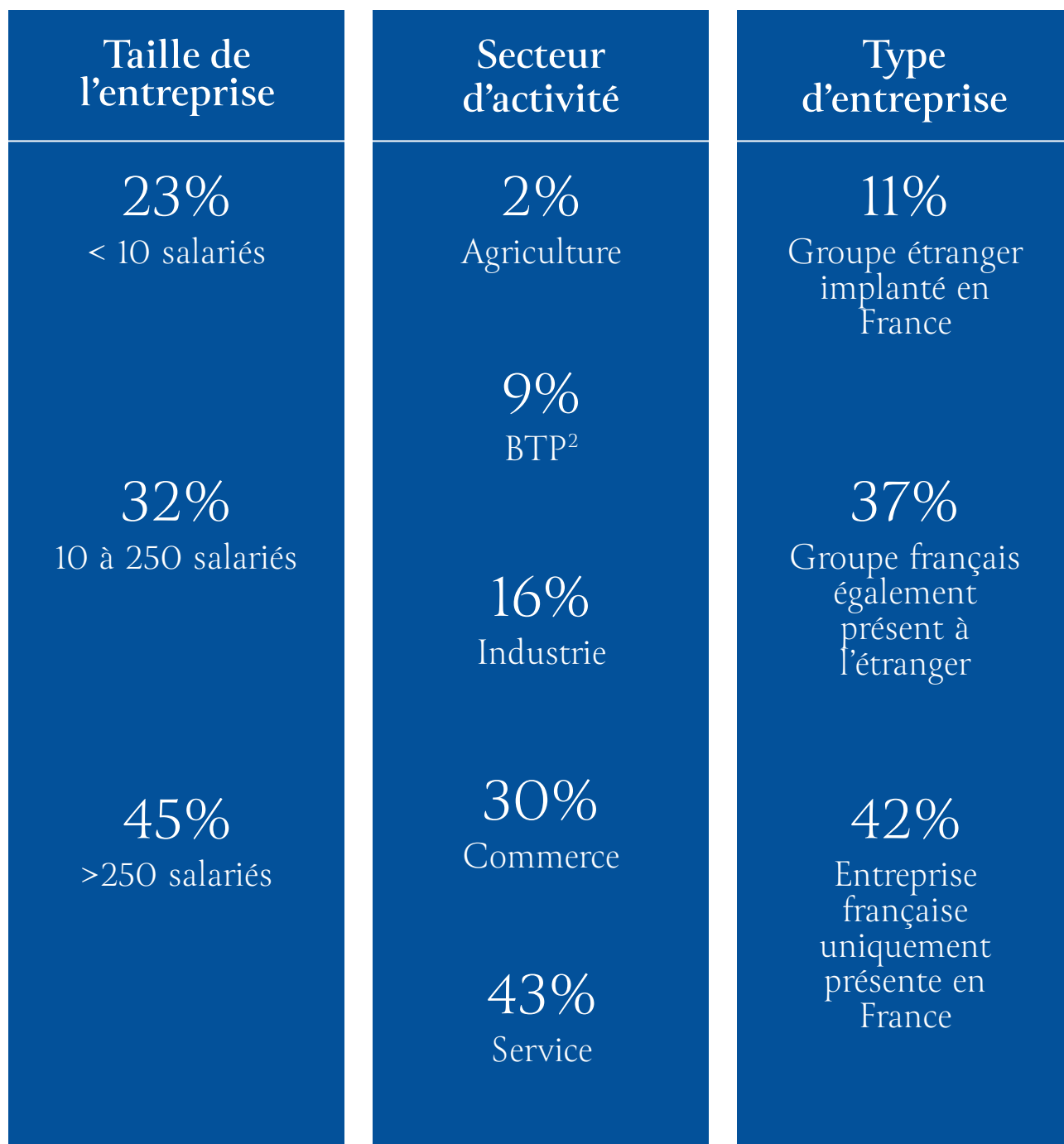


Proposer des solutions concrètes pour lever ces freins

APPROCHE

- Un sondage réalisé par BVA auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toutes tailles et de tous secteurs (résultats pondérés pour refléter leur contribution réelle à l'économie)
- Des analyses macroéconomiques et des comparaisons internationales
- Des pistes d'amélioration, formulées sans parti pris idéologique et dans le seul intérêt des entreprises françaises et du pays

Vue d'ensemble des participants du sondage¹

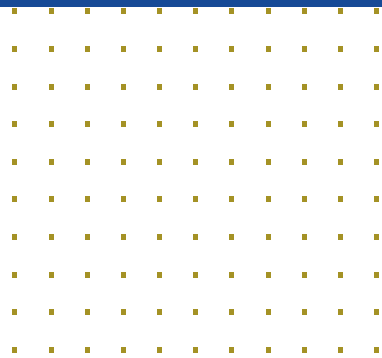


Note : (1) Poids après pondération, (2) Bâtiments et Travaux Publics



Sondage

La conjoncture et les défis des entreprises
La compétitivité à la peine
Les conditions du redressement

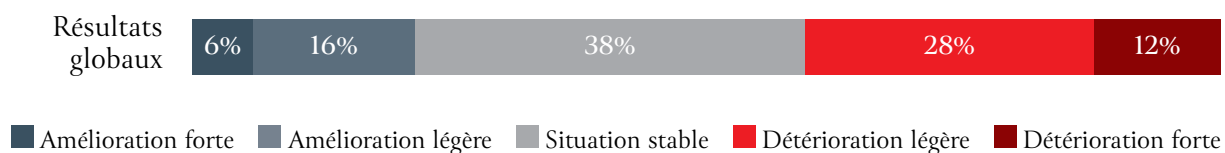




Les entreprises sont pessimistes sur l'activité à court-terme

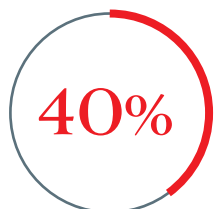
Comment qualifiez-vous les perspectives d'activité de votre entreprise pour les 12 mois à venir ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Résultats globaux

« Détérioration légère ou forte de l'activité »



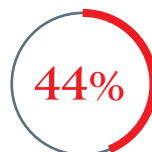
Zoom par type d'entreprise



Groupe étranger implanté en France



Groupe français présent à l'étranger



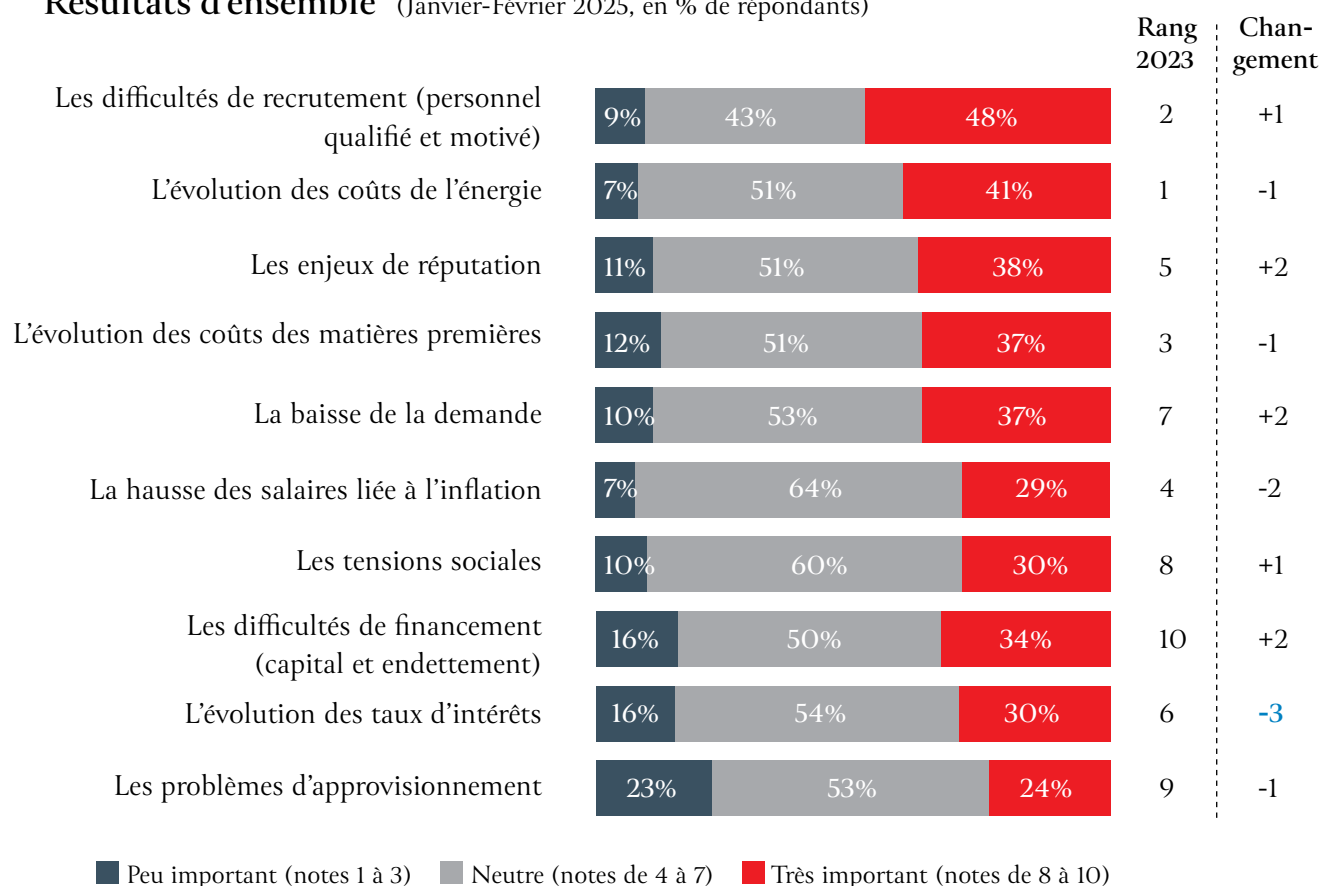
Entreprise française uniquement présente en France

Les perspectives économiques des entreprises se dégradent. Seuls 22% des répondants anticipent une amélioration, contre 40% qui prévoient une détérioration. Ce pessimisme est exacerbé pour les entreprises présentes uniquement en France, plus dépendantes des dynamiques économiques nationales.

Les difficultés de recrutement deviennent le premier risque exogène

Comment évaluez-vous à l'aide d'une échelle de 1 à 10 l'importance des risques exogènes suivants sur l'activité de votre entreprise ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



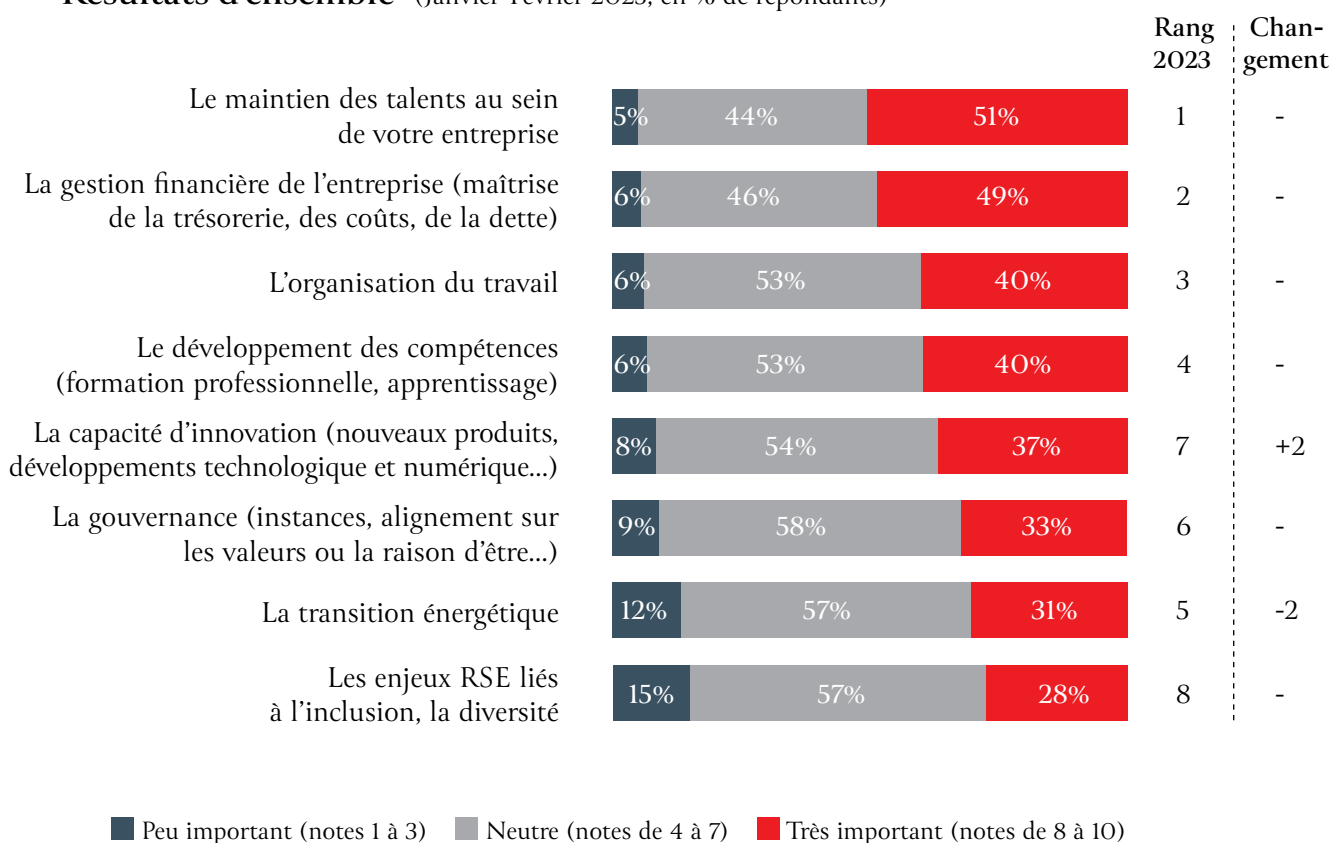
Les difficultés de recrutement deviennent le premier risque exogène pour les entreprises. Les coûts de l'énergie, bien qu'en baisse, demeurent une préoccupation majeure. Les enjeux de réputation, l'évolution des coûts des matières premières et la baisse de la demande sont également perçus comme des risques importants.

Source : Sondage BVA réalisé pour Syntec Conseil en janvier/février 2025 auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toute taille et de tout secteur

Le maintien des talents et la gestion financière sont les deux principaux défis internes des entreprises

Comment évaluez-vous à l'aide d'une échelle de 1 à 10 l'importance des défis internes suivants auxquels votre entreprise pourrait faire face ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Le maintien des talents reste la priorité numéro 1 pour 51% des dirigeants. La gestion financière suit, reflétant des inquiétudes accrues sur la trésorerie et la rentabilité. L'organisation du travail demeure un enjeu clé.

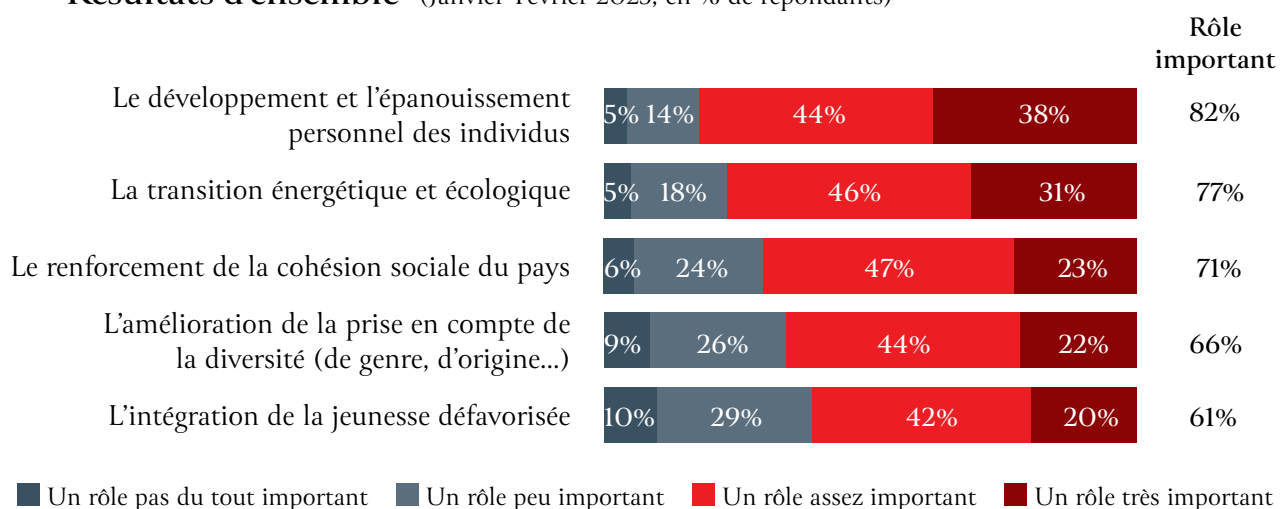
À l'inverse, les sujets ESG passent au second plan, face aux défis immédiats liés aux ressources humaines et financières.

Source : Sondage BVA réalisé pour Syntec Conseil en janvier/février 2025 auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toute taille et de tout secteur

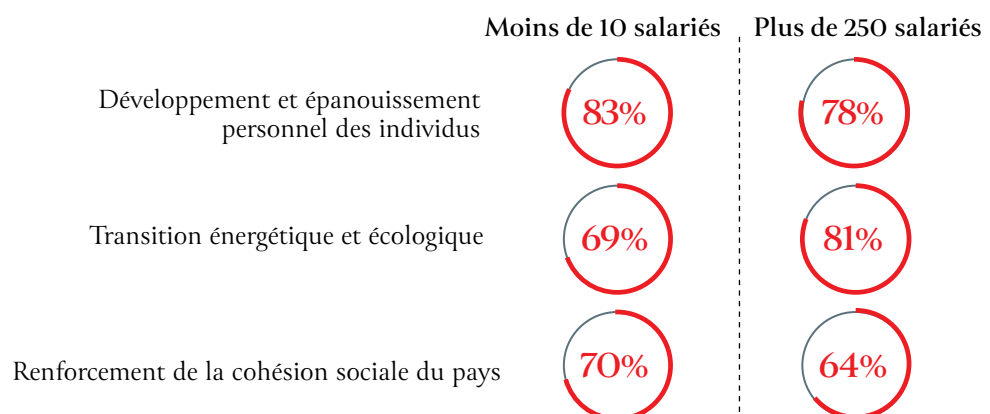
Les entreprises sont conscientes de leur rôle clé face aux défis sociétaux

Selon vous, quel rôle les entreprises jouent-elles aujourd'hui dans la société française concernant chacun des défis suivants ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Par taille d'entreprise (Janvier-Février 2025, en % de rôle assez ou très important)

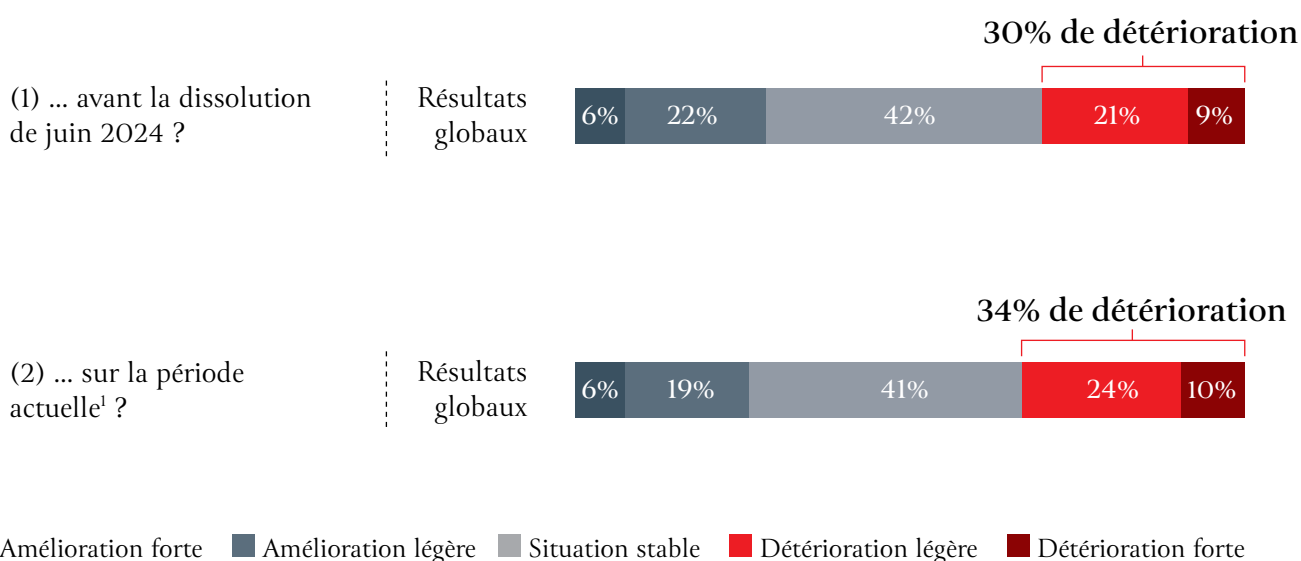


La majorité des entreprises reconnaît leur rôle clé dans les défis de société, notamment en matière d'épanouissement personnel, de transition énergétique et de cohésion sociale. La transition écologique est une priorité majeure pour les grandes entreprises, tandis que les petites entreprises accordent davantage d'importance à la cohésion sociale et à l'épanouissement des individus.

La perception de la compétitivité s'est dégradée depuis la dissolution

En tant que cadre dirigeant de votre entreprise, diriez-vous que par rapport à leurs concurrents en Europe, la compétitivité économique des entreprises de votre secteur s'était améliorée, maintenue au même niveau ou détériorée...

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Les dirigeants sont plus pessimistes sur l'évolution actuelle de la compétitivité qu'avant la dissolution (+4 pp). Ce pessimisme est particulièrement marqué dans l'industrie, les petites entreprises et celles présentes uniquement en France.

Note : (1) Formulation de la question dans le sondage : « En tant que cadre dirigeant de votre entreprise, diriez-vous que par rapport à leurs concurrents en Europe, la tendance actuelle de la compétitivité économique des entreprises de votre secteur est à l'amélioration, au maintien ou à la détérioration ? »

Source : Sondage BVA réalisé pour Syntec Conseil en janvier/février 2025 auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toute taille et de tout secteur

La fiscalité demeure le principal frein à la compétitivité des entreprises

Quels sont aujourd'hui, selon vous, les principaux freins à la compétitivité économique pour les entreprises de votre secteur ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Résultats d'ensemble

(Janvier-Février 2025, en % de répondants ayant cité la réponse, 1^{ères} et 2^{èmes} réponses mentionnées)

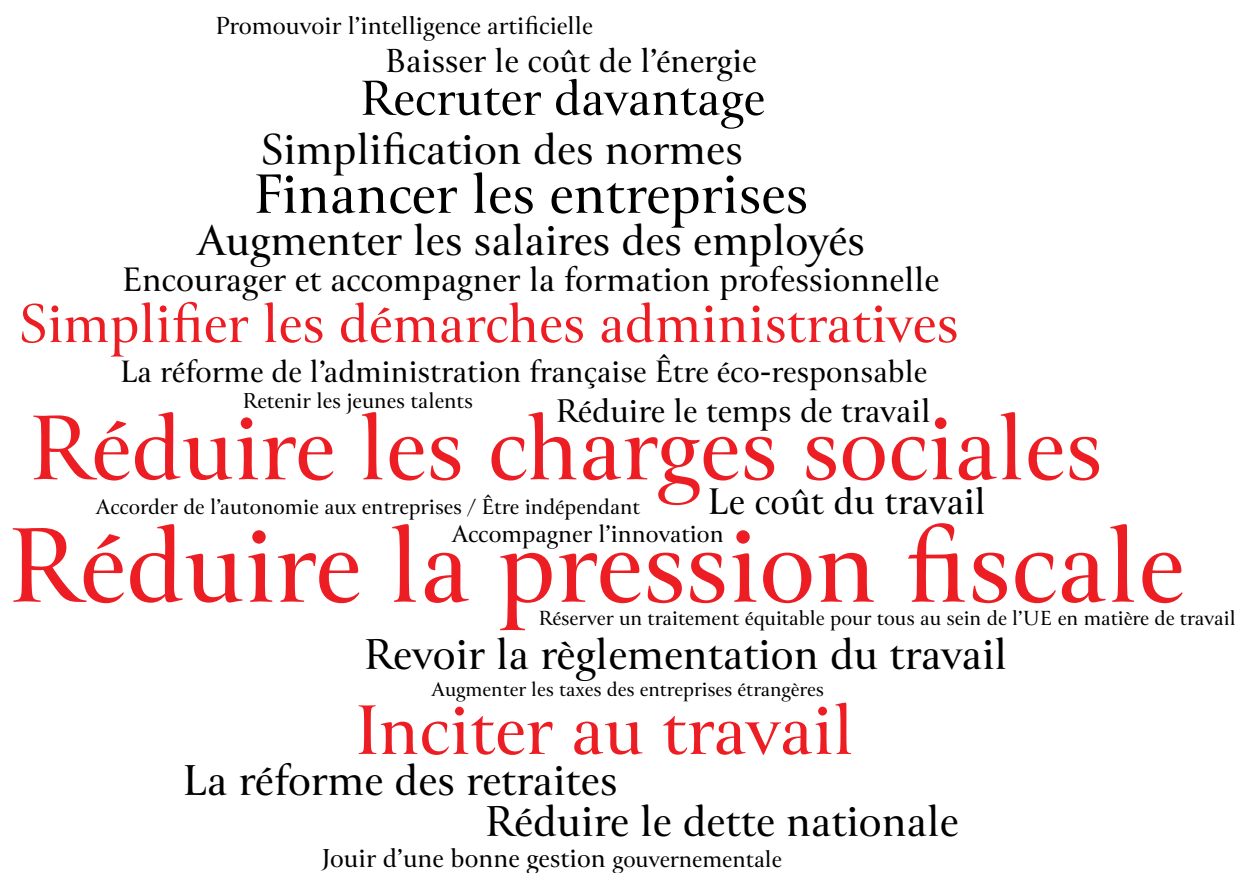
		Rang 2023	Changement
La fiscalité sur les entreprises	34%	1	-
Les contraintes réglementaires émanant des pouvoirs publics	28%	2	-
La disponibilité et la qualification de la main d'œuvre	26%	3	-
Le coût de la main d'œuvre qualifiée ou très qualifiée (dirigeants) (masse salariale, charges sociales)	26%	5	+1
L'instabilité administrative et fiscale	25%	6	+1
Le coût de la main d'œuvre pas ou peu qualifiée (masse salariale, charges sociales)	17%	4	-2
Le climat et les difficultés du dialogue social	13%	7	-
La durée légale du temps de travail	9%	8	-
Le manque d'incitations à l'innovation	9%	9	-
Les procédures et les coûts de licenciement	8%	10	-

Les trois principaux freins à la compétitivité restent inchangés depuis 2023. La fiscalité sur les entreprises est le premier obstacle devant les contraintes réglementaires perçues comme un enjeu majeur par 28% des dirigeants. En 3^e position, la disponibilité et la qualification de la main-d'œuvre (26%). L'instabilité administrative et fiscale prend également de l'importance, avec une hausse de 7 points (18% en 2023).

Principaux leviers perçus pour redresser la compétitivité (question ouverte)

Quelle est la réforme qui vous paraîtrait prioritaire à mettre en œuvre dans les prochaines années pour améliorer la compétitivité économique des entreprises françaises ?

Résultats d'ensemble¹ (Janvier-Février 2025, en % des répondants)



Les dirigeants placent en priorité la réduction des charges sociales et de la pression fiscale pour renforcer la compétitivité des entreprises. Ces deux thèmes étaient déjà les enjeux principaux en 2023.

Deux autres sujets gagnent en importance par rapport à 2023 : la simplification des démarches administratives et l'incitation au travail.

Note : (1) Réformes les plus mentionnées par les répondants – la taille et la couleur des mots dépendent du nombre de mentions
 Source : Sondage BVA réalisé pour Syntec Conseil en janvier/février 2025 auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toute taille et de tout secteur

Les mêmes leviers principaux ressortent quand la question est posée en choix multiples

Plus précisément, parmi les mesures suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent prioritaires pour améliorer la compétitivité des entreprises de votre secteur ? En 1^{er} ? En 2^e ? En 3^e ?

Résultats d'ensemble

(Janvier-Février 2025, en % de répondants ayant cité la réponse, 1^{ères} et 2^{èmes} réponses mentionnées)

		Rang 2023	Changement
La baisse de la fiscalité sur les entreprises	43%	2	+1
La réduction des charges patronales	42%	1	-1
La simplification et la stabilité juridique et administrative	29%	5	+2
La simplification du code du travail	18%	3	-1
Le renforcement des aides à la recherche et à l'innovation	13%	6	+1
La réforme des allocations chômage	11%	7	+1
La mise en place de mécanismes de renforcement des fonds propres	10%	11	+4
Le renforcement des aides à la transition énergétique	9%	9	+1
Le renforcement de la position française en matière d'énergie nucléaire	8%	4	-5
La taxe carbone aux frontières de l'Europe	8%	8	-2
La réforme des complémentaires santé	5%	10	-1

La **réduction des charges patronales** (43%) et la **baisse de la fiscalité** (42%) sont les deux priorités des entreprises pour améliorer leur compétitivité. La **simplification et la stabilité juridique et administrative** montent en 3^e position (5^e en 2023). Enfin, les besoins en fonds propres gagnent en importance.

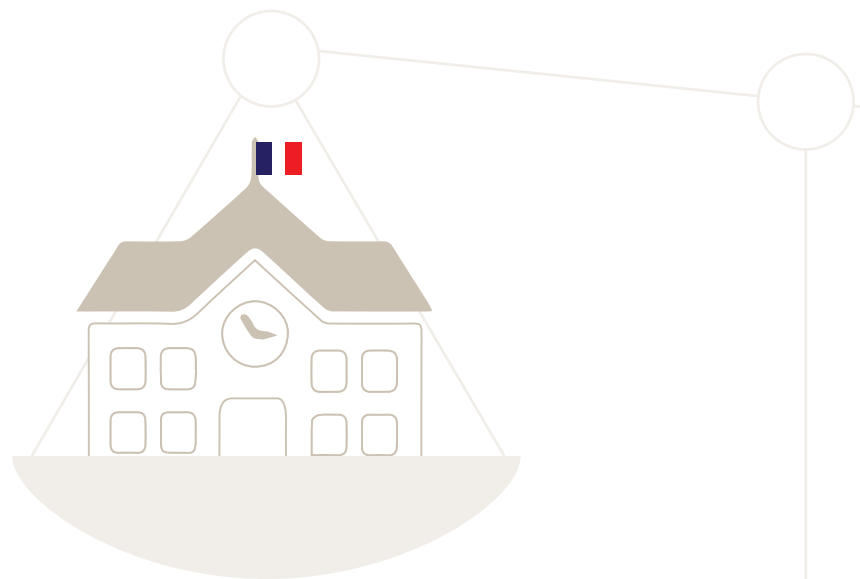
Le rétablissement des comptes publics est perçu comme essentiel

Selon vous, est-il essentiel, important mais pas essentiel, ou secondaire de mener rapidement une politique de rétablissement des comptes publics (déficits et endettement) avant la fin du quinquennat ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Essentiel ou important

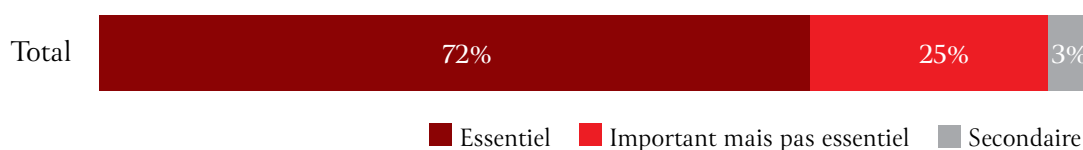


Tout comme en 2023, **97% des dirigeants considèrent qu'une réforme des finances publiques est essentielle ou importante** pour la stabilité économique du pays. Cette priorité est partagée par l'ensemble des profils de dirigeants, pour toutes les typologies d'entreprises.

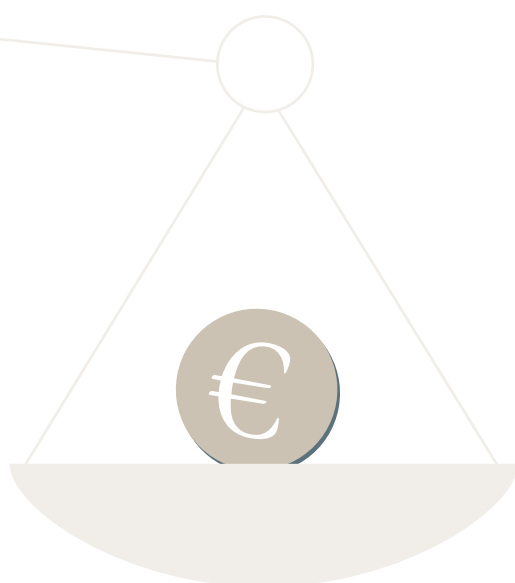
Le rétablissement des comptes publics devrait passer par une réforme des dépenses publiques

Selon vous, est-il essentiel, important mais pas essentiel, ou secondaire que ce rétablissement des comptes publics s'opère en majorité par une vraie réforme des dépenses publiques avant la fin du quinquennat ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



Essentiel ou important



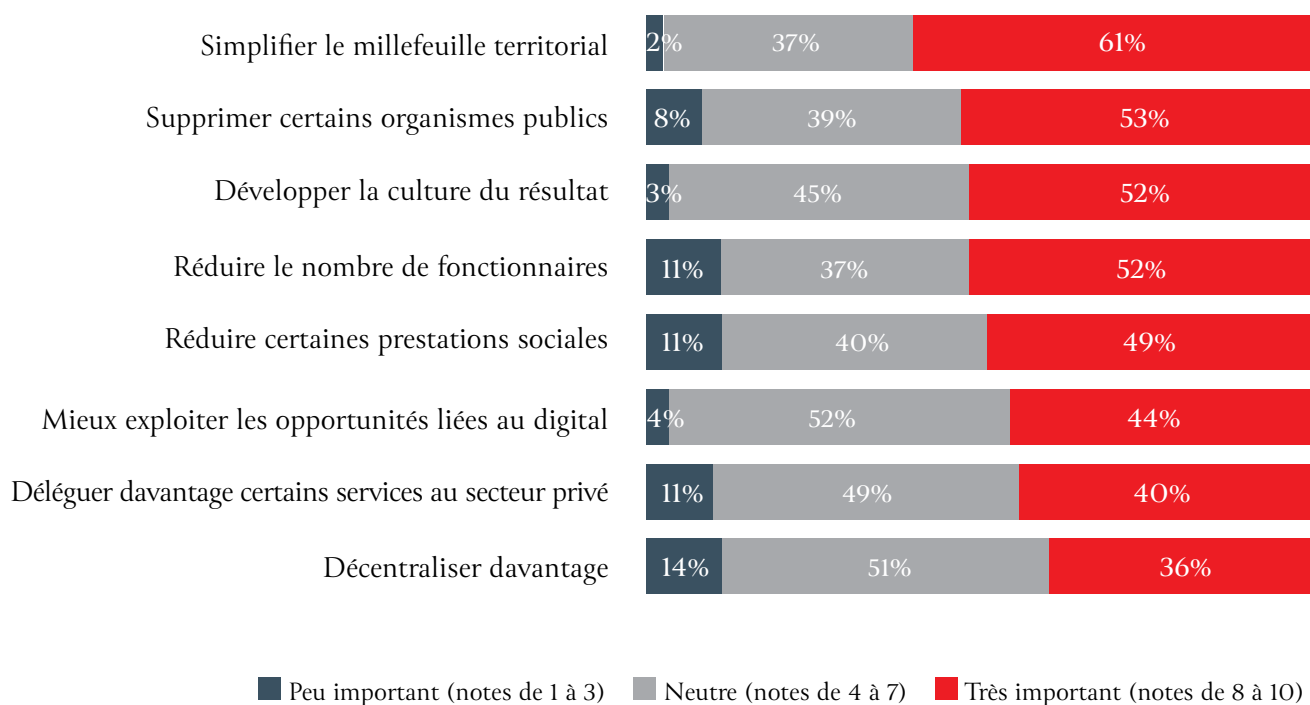
Une quasi-unanimité : 97% des dirigeants estiment que la dépense publique doit être le levier principal du rétablissement des comptes.

Cette attente forte ressort depuis plusieurs années dans notre baromètre, reflet de la dégradation des comptes publics, et du peu de marge de manœuvres sur la fiscalité.

Pour améliorer l'efficacité de la dépense publique, tous les leviers sont envisagés

A l'aide d'une échelle de 1 à 10, comment évaluez-vous les opportunités suivantes d'améliorer l'efficacité de la dépense publique en France ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



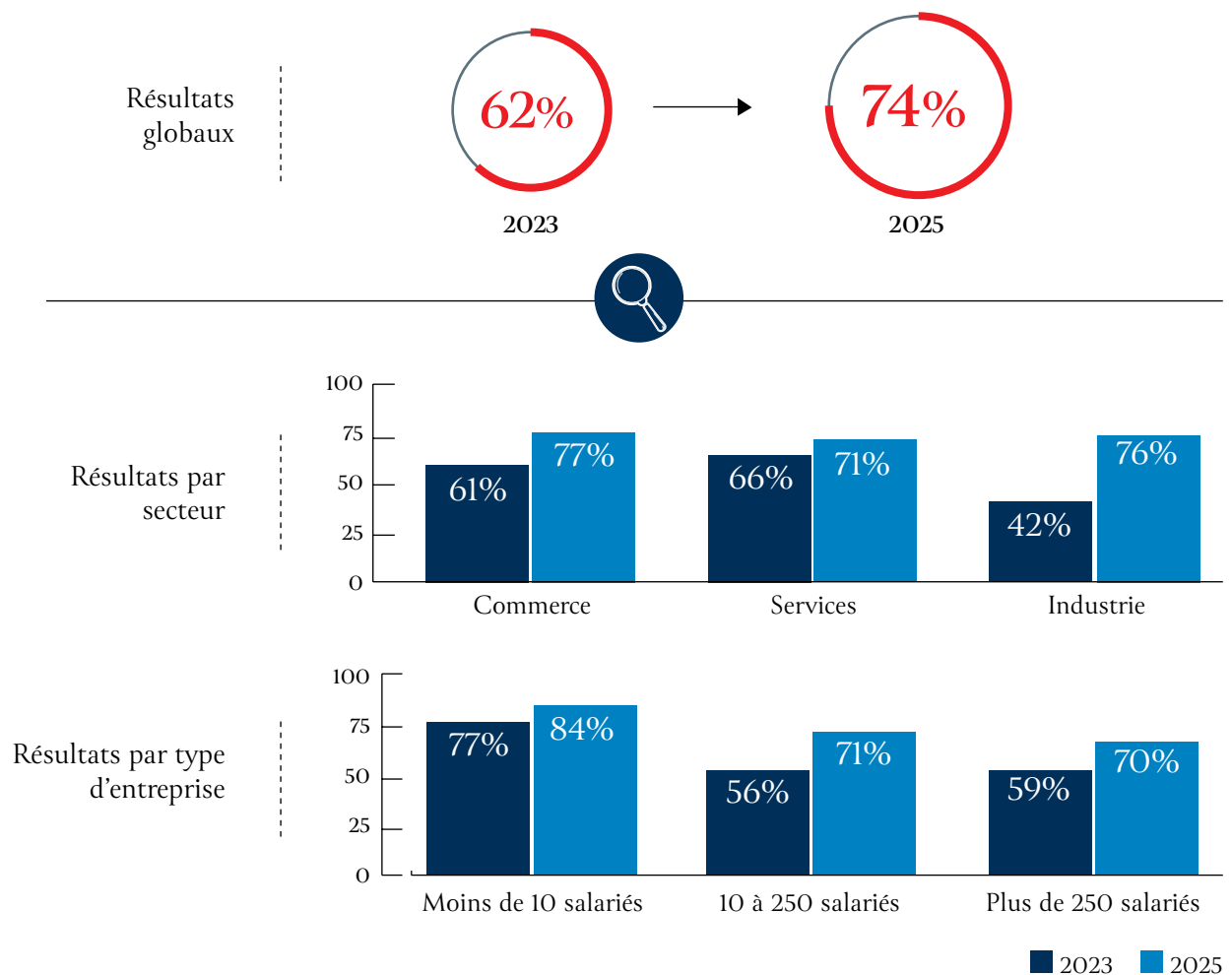
Les managers et dirigeants expriment une volonté forte de **réformer en profondeur l'organisation et la gestion des dépenses publiques** d'activer pour cela tous les leviers disponibles.

Ils considèrent que la priorité est la simplification du millefeuille territorial (61%), suivie de la suppression de certains organismes publics (53%) et du développement d'une culture du résultat (52%).

Forte progression du pessimisme sur la capacité du pays à se réformer pour améliorer la compétitivité

Pour le reste du quinquennat, êtes-vous confiant dans la capacité du pays à se réformer pour améliorer la compétitivité de ses entreprises ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, % de répondants pessimistes)



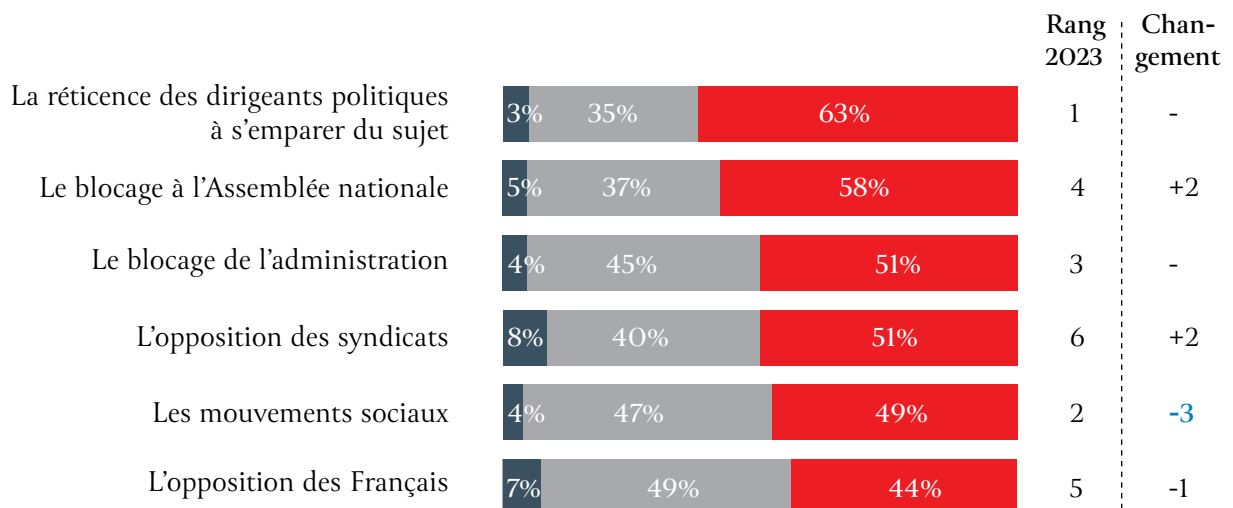
La confiance des dirigeants dans la capacité du pays à mener des réformes recule fortement, avec 74% de pessimistes (+12 pts vs 2023).

Le commerce (77%) et l'industrie (76%) affichent les niveaux de scepticisme les plus élevés, et en nette hausse. Les petites entreprises sont les plus pessimistes (84%).

L'inaction politique et les blocages institutionnels sont les principaux freins aux réformes

A l'aide d'une échelle de 1 à 10, comment évaluez-vous l'importance des principaux freins qui pourraient s'exprimer face aux réformes qu'il faudrait engager pour améliorer la compétitivité des entreprises ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)



■ Peu important (notes de 1 à 3) ■ Neutre (notes de 4 à 7) ■ Très important (notes de 8 à 10)

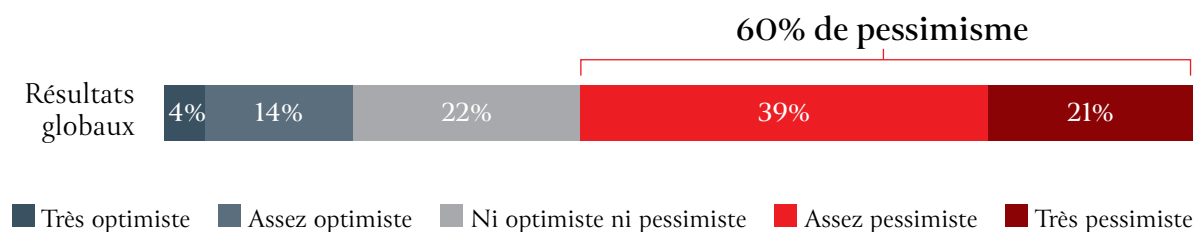
Le **manque d'engagement des politiques** est perçu comme le **principal frein à la compétitivité** (63%), suivi du risque de **blocage à l'Assemblée nationale** (58%, +2 places vs 2023). À l'inverse, les **mouvements sociaux et l'opposition publique** inquiètent moins cette année face aux autres résistances au changement.

Source : Sondage BVA réalisé pour Syntec Conseil en janvier/février 2025 auprès de 511 membres d'équipes dirigeantes de sociétés françaises de toute taille et de tout secteur

En définitive, les décideurs sont en grande majorité pessimistes pour l'avenir économique

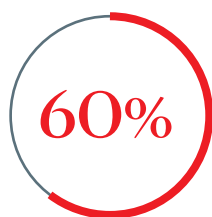
Tout compte fait, êtes-vous optimiste ou pessimiste à propos des perspectives d'évolution de l'économie du pays et de ses entreprises ?

Résultats d'ensemble (Janvier-Février 2025, en % de répondants)

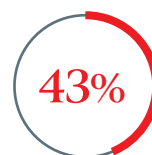


Résultats globaux

« Assez ou très pessimistes »



Zoom par type d'entreprise



Groupe étranger implanté en France



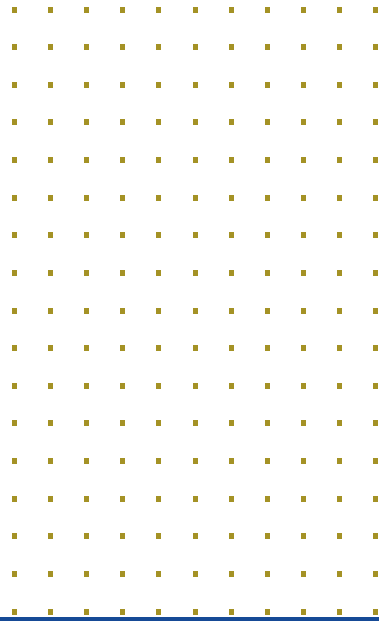
Groupe français présent à l'étranger



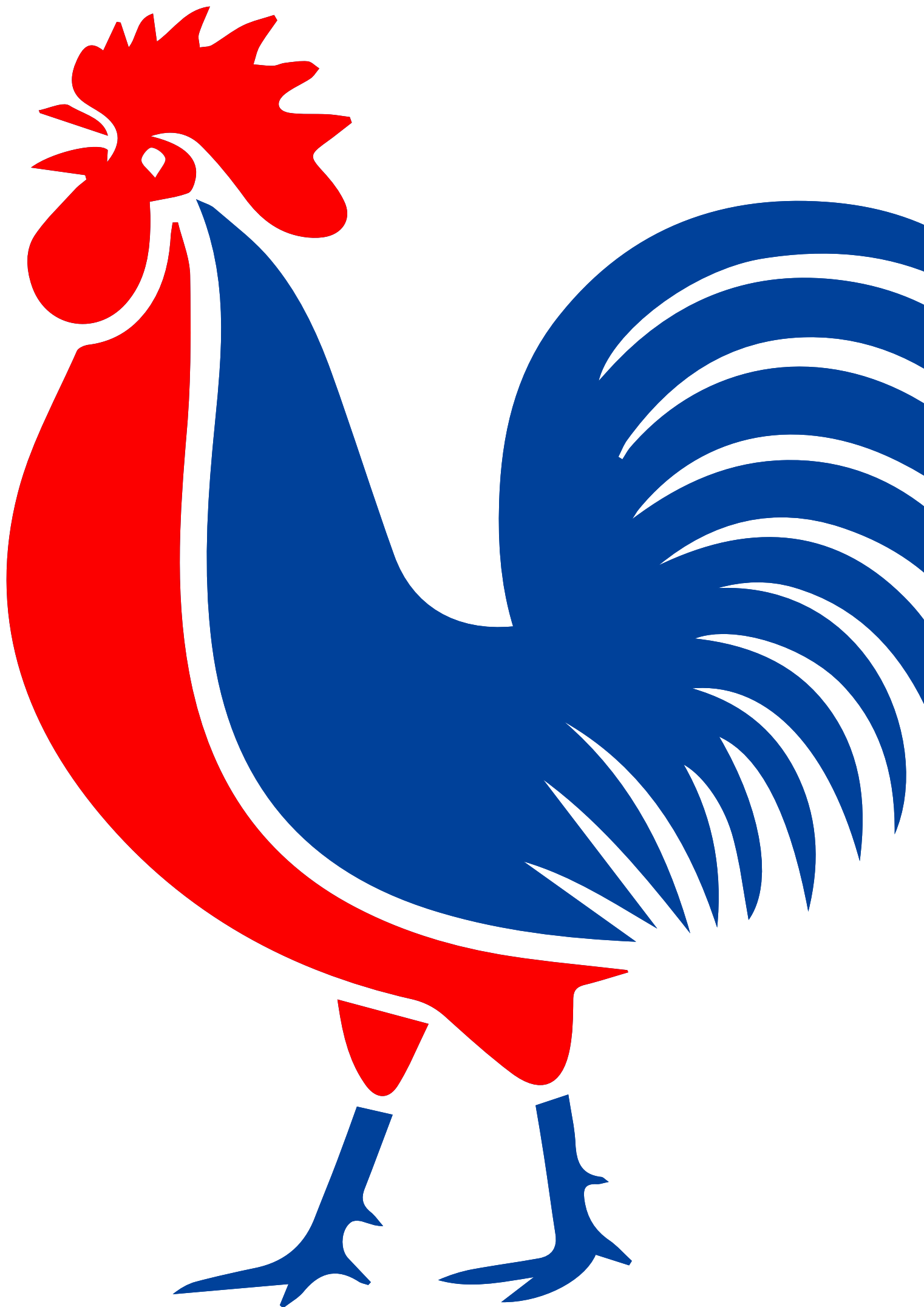
Entreprise française uniquement présente en France

Au total, 60% des décideurs se déclarent pessimistes quant aux perspectives économiques du pays et de ses entreprises. L'ampleur des défis à relever, exacerbée par le pessimisme sur la capacité du pays à se réformer, semblent des déterminants essentiels de ce pessimisme.

Les entreprises uniquement présentes en France sont plus particulièrement pessimistes (63%).



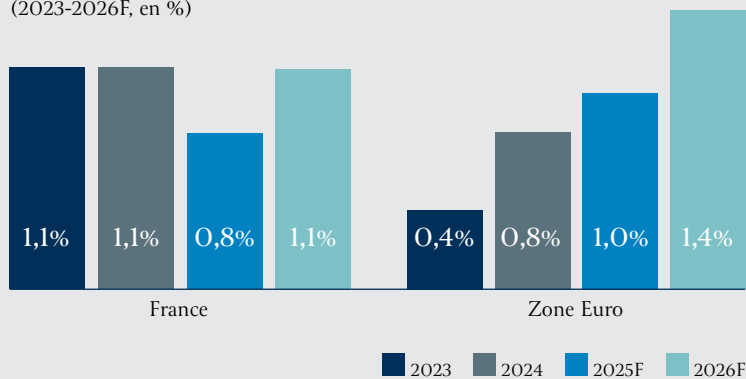
Décryptage
& recommandations



L'inquiétude des entreprises fait écho à la réalité des indicateurs macroéconomiques

La France est entrée dans une période de faible croissance

France – croissance du PIB réel
(2023-2026F, en %)

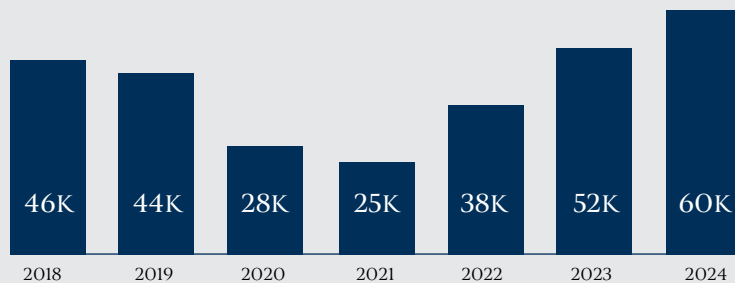


La croissance française s'établissait à un niveau supérieur à la zone euro, mais les dynamiques semblent s'inverser.

Dans ce contexte, le **taux de chômage, plus élevé que chez nos voisins**, commence à remonter (7,8% en décembre 2024 contre 7,5% en décembre 2023).

Le nombre de faillites repart à la hausse

France – faillites d'entreprise
(2017-2024, en milliers de défaillances cumulées)¹

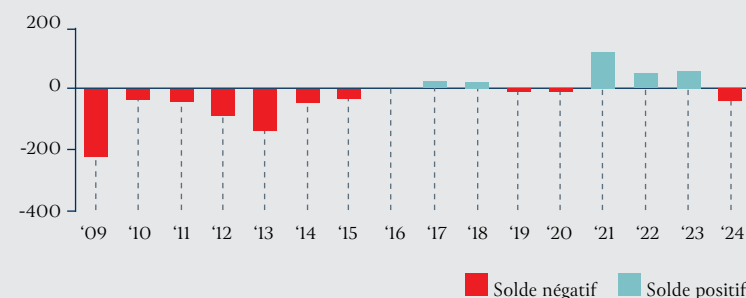


Le déploiement d'aides d'Etat au moment de la crise Covid a **soutenu artificiellement la trésorerie de certaines entreprises**, réduisant ainsi le nombre de faillites.

La période post-Covid est marquée par un effet de rattrapage, avec un **niveau de défaillances désormais supérieur à la période pré-Covid** (60K faillites en 2024 contre 40-50K avant la crise).

La réindustrialisation marque le pas en 2024 avec un solde négatif d'ouvertures d'usine

France – solde net des ouvertures et fermetures de site industriel
(2009-2024)



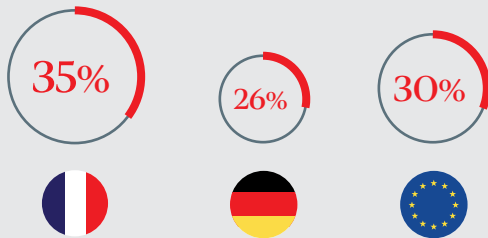
Après 30 ans de désindustrialisation, les politiques menées à partir de 2015-16 avaient commencé à inverser la tendance.

En 2024, le début de la réindustrialisation marque le pas avec plus de fermetures de sites industriels que d'ouvertures.

Les freins à la compétitivité mentionnés par les entreprises sont confirmés par les comparaisons internationales

La charge fiscale pèse davantage sur les entreprises en France

Contribution des entreprises
(en % des prélèvements totaux)

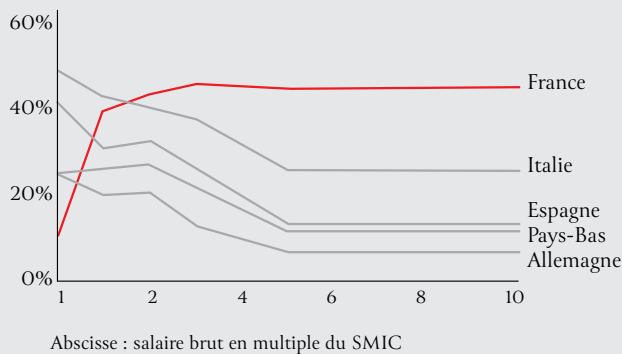


La France occupe toujours la **première place en Europe des taux de prélèvements obligatoires**. A 45,6% du PIB contre 40,6% pour la zone Euro, ils représentent un écart fiscal d'environ 150 Md€.

La France est aussi le pays où les **entreprises sont le plus mises à contribution** : 35% en France (soit 16 points de PIB) contre 26% en Allemagne (soit 11 points de PIB).

La sur-fiscalisation du travail qualifié renchérit le coût pour l'employeur et compresse les salaires nets

Europe – comparaison du coïnc socio-fiscal acquitté par l'employeur
(2024, en % du salaire brut, par niveau de salaire au SMIC)



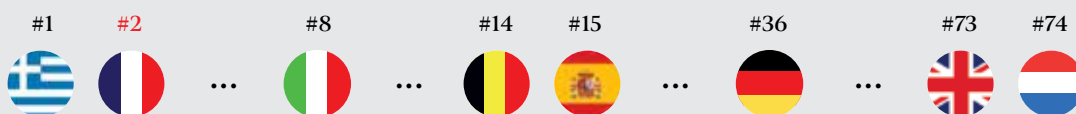
La France **subventionne le travail peu qualifié** par les allègements de cotisations.

En revanche le **coïnc socio-fiscal augmente ensuite fortement**. Il devient très pénalisant, par rapport à nos voisins pour le travail qualifié et très qualifié.

Cette compression du salaire net nuit de façon croissante à la **rémunération du travail**, freinant ainsi l'ascenseur social.

La France se singularise également par sa complexité administrative

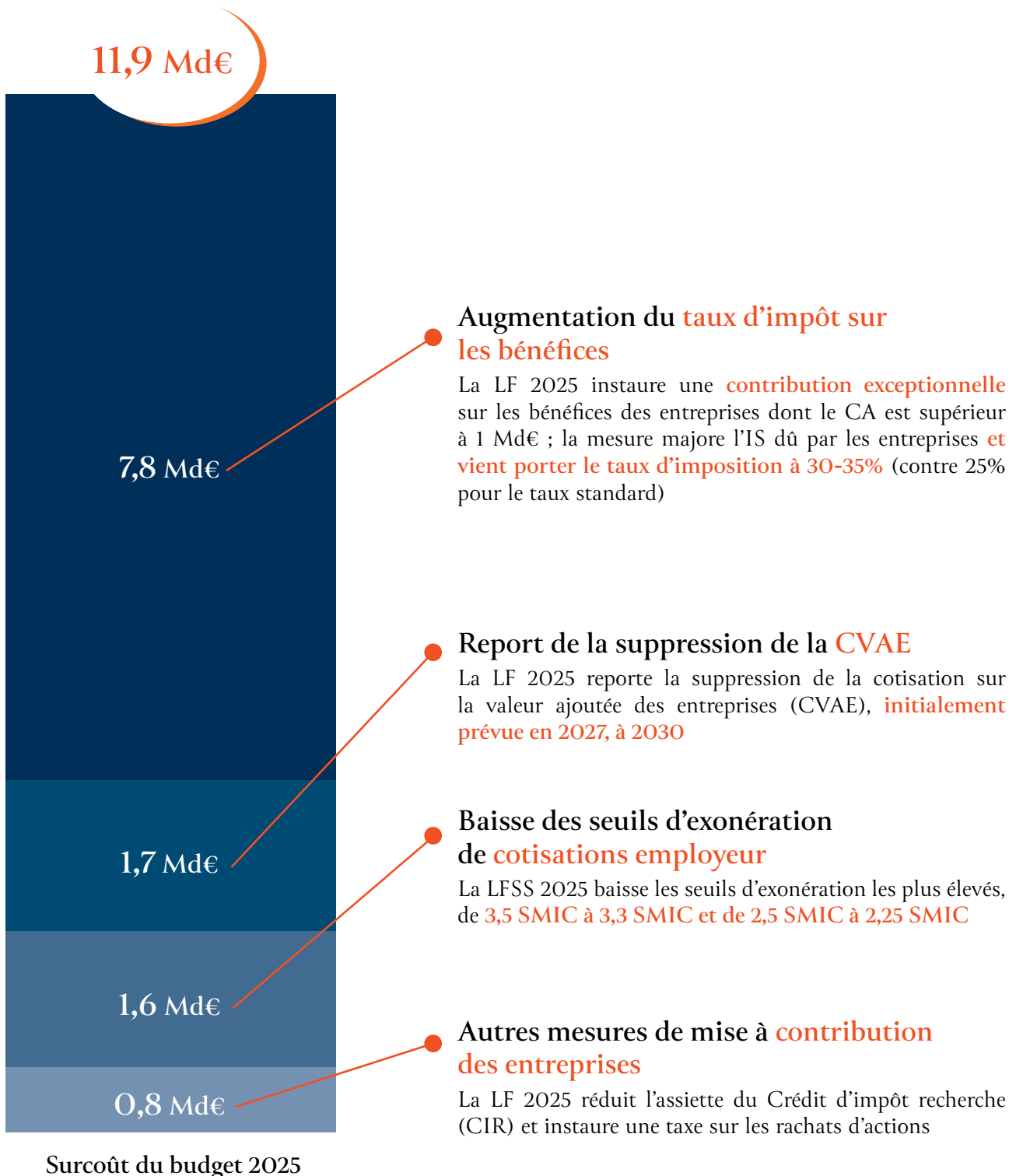
Indice de complexité des affaires
(2024, Global Business Complexity Index)



Du plus complexe au moins complexe

Le budget 2025 a aggravé certains freins à la compétitivité, notamment la fiscalité et les cotisations employeur

En 2025, la Loi de Finances (LF) et la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) se traduisent pour les entreprises par un **effort supplémentaire de 12 Md€**, soit environ 0,4 point de PIB.

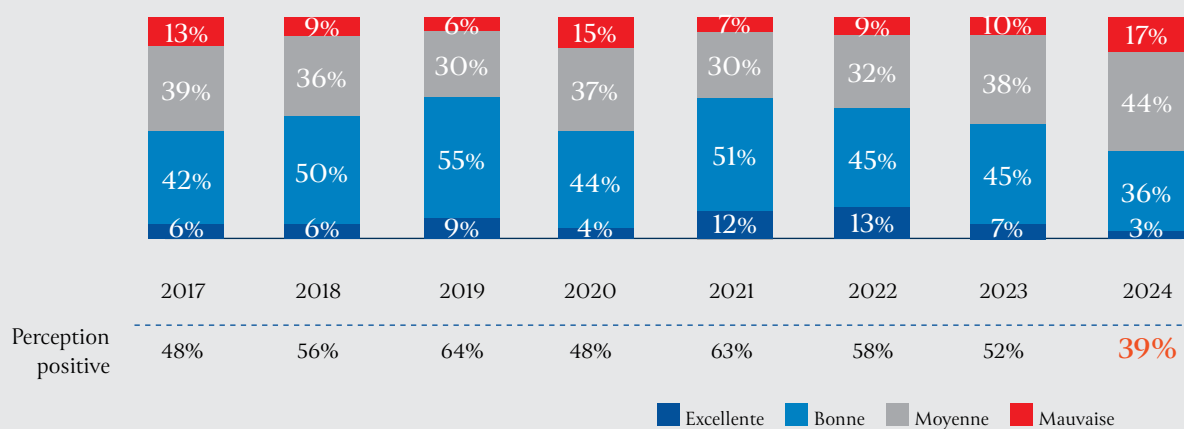


Les derniers indicateurs de l'attractivité de la France affichent une dégradation similaire à celle perçue dans notre baromètre

L'attractivité de la France pour les investisseurs étrangers s'érode fortement en 2024

Moral des investisseurs américains en France (Baromètre Amcham Bain)

Selon vous, quelle est la perception de la France par votre maison-mère par rapport à d'autres destinations d'investissement ?



L'instabilité politique et budgétaire, notamment liée à la dissolution, a contribué à **dégrader l'attractivité de la France pour les investisseurs américains**. La perception positive est ainsi passée de 64% en 2019 à 39% en 2024.

Dans ce climat d'instabilité politique, les entreprises réclament de la visibilité et de la stabilité

“ Tout ce qui est incertain et brutal peut dégrader la confiance des investisseurs, laquelle se construit depuis plusieurs années ; la France doit donc être très vigilante. ”

DG France d'une banque américaine

“ La lisibilité et la visibilité sont décisifs dans notre politique d'investissement : l'horizon de nos décisions est de 10 à 15 ans et requiert donc une forte prévisibilité pour assurer le retour sur investissement en matière d'innovation et de recherche clinique. ”

DG France d'une entreprise américaine pharmaceutique

Face aux inquiétudes légitimes des entreprises, Syntec Conseil reste volontariste et optimiste...

L'économie française dispose d'atouts formidables



Un vivier de talents qualifiés

La qualification de la main d'œuvre et la qualité des talents restent des avantages reconnus du pays



Des infrastructures de pointe

La France dispose d'infrastructures de transports performantes assurant une connexion fluide avec les marchés européens. A celles-ci s'ajoutent un écosystème et des infrastructures numériques avancés (5G, IA, data centers, etc.)



Un hub d'innovation dynamique

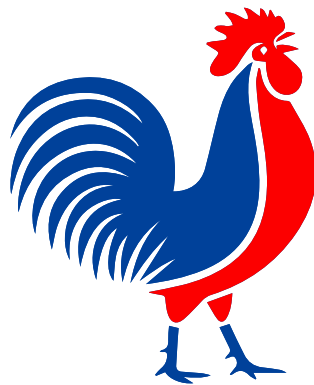
La France est devenue un acteur clé de la tech et de la R&D en Europe, grâce à ses pôles de compétitivité, ses centres de recherche et son écosystème de start-ups dynamique



Il existe un cap vertueux qui permettrait un réel regain de prospérité pour les 10 prochaines années...

Doper le dynamisme économique du pays

Augmentation du PIB d'environ 750 Md€ d'ici 2035 contre 300 Md€ avec la trajectoire actuelle



Améliorer le niveau de vie des Français

Augmentation du PIB par habitant de 45 000€ à 56 000€ en 2035 et hausse du salaire net annuel autour de 5500€ contre 1500€ avec la trajectoire actuelle

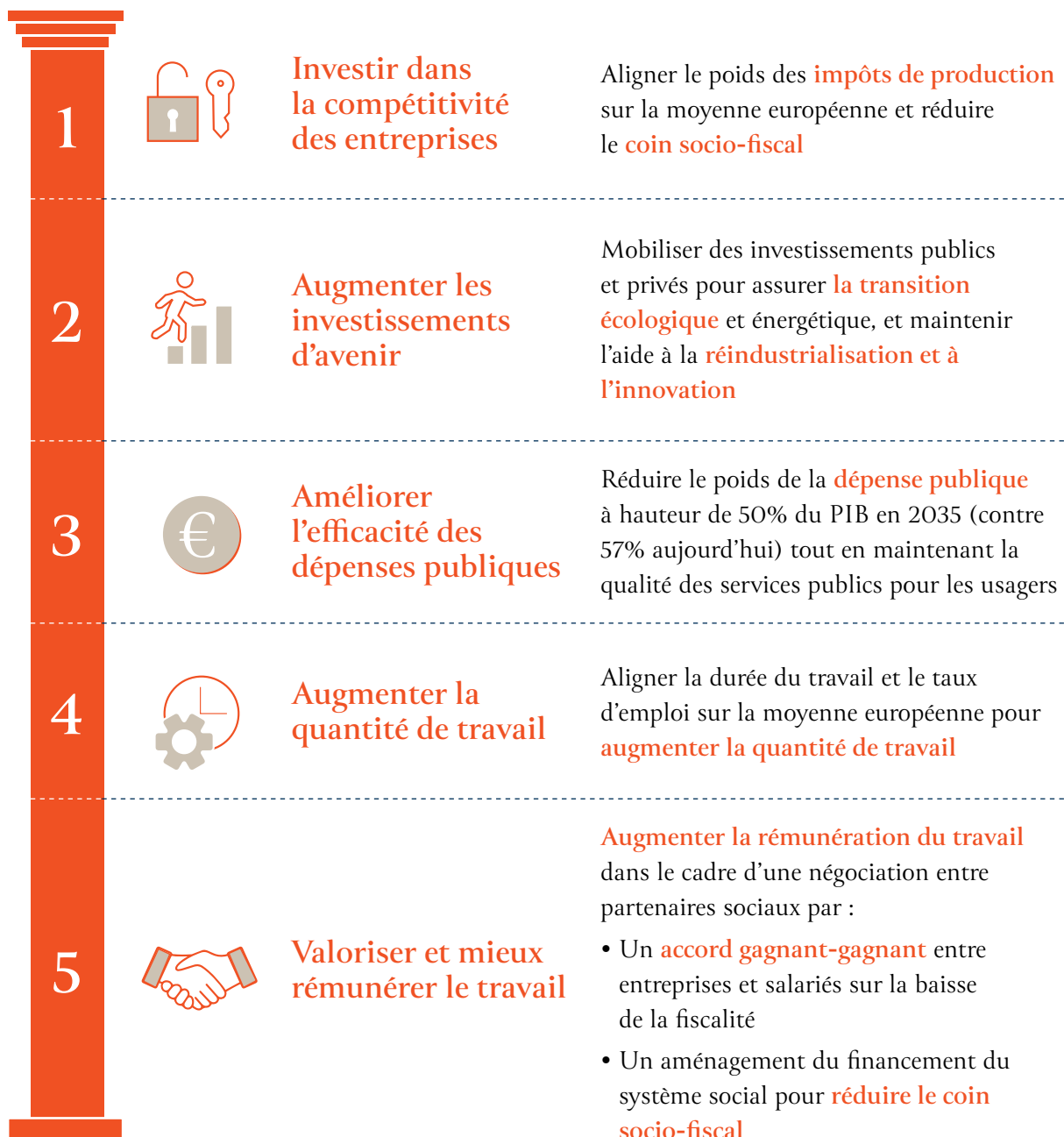
... grâce à une croissance plus soutenue

Autour de + 1,5 point de PIB supplémentaire par an en moyenne de 2025 à 2035 (soit environ 2,5% de croissance du PIB en moyenne, au lieu de 1%)

... et propose un cap pour retrouver le chemin de la croissance

La France doit et peut se fixer un **cap ambitieux** pour la prochaine décennie, pour une croissance redynamisée, une compétitivité retrouvée et un niveau de vie amélioré pour ses citoyens.

En s'inspirant des meilleures pratiques de nos voisins les plus performants et en tenant compte des attentes des entreprises, **cinq chantiers prioritaires** ont été identifiés.





L'impératif de la compétitivité : pas de prospérité pour le pays sans entreprises compétitives

Les entreprises sont garantes de la prospérité et du financement du modèle social

- **Un moteur de la croissance et de l'emploi** : elles représentent 75% de la valeur ajoutée créée en France et emploient 20 millions de salariés dans le secteur privé
- **Un rôle clé dans le financement du modèle social** : elles contribuent à 35% des prélèvements obligatoires, finançant ainsi une grande partie des dépenses publiques et sociales

Plusieurs leviers identifiés pour rétablir et assurer un environnement compétitif :

Revenir à une fiscalité alignée avec celle de nos voisins et concurrents



- Malgré la trajectoire engagée, la **fiscalité des entreprises en France reste plus lourde et complexe** que celle des autres pays européens.
- Le réalignement nécessaire demandera de revenir au barème de l'**impôt sur les sociétés antérieur au budget 2025 en le pérennisant**, et de réenclencher la **baisse des impôts de production**.
- Une **réduction de la fiscalité** sur les entreprises pourrait leur permettre d'investir davantage dans leur transformation, afin de mieux répondre aux enjeux climatiques et technologiques.

Mieux maîtriser le coût du travail, en particulier pour les emplois les plus qualifiés



- Les allègements de charges ont surtout concerné les bas salaires, mais le **coût du travail qualifié** en France reste parmi les plus élevés d'Europe du fait d'un **coût socio-fiscal beaucoup plus important**.
- C'est une **situation très pénalisante pour les secteurs à haute valeur ajoutée**, pour l'industrie, et pour la localisation des centres de décisions.
- Le retour à la compétitivité dans ces domaines doit passer par un **rééquilibrage des allègements de charges** pour mieux protéger le travail qualifié et très qualifié.

Accélérer la simplification administrative



- La **lourdeur administrative en France freine la compétitivité** : délais excessifs, complexité ou blocages réglementaires entravant l'investissement et l'innovation.
- Le pays doit s'engager plus rapidement dans la **simplification administrative**, dans la digitalisation des services publics, et dans leur modernisation en s'inspirant des **modèles performants comme le Danemark ou l'Estonie**.

Investir dans la formation et les compétences



- La France fait face à une **pénurie croissante de talents**, en raison d'une **inadaptation des formations aux besoins des entreprises**. La digitalisation et l'automatisation accélèrent également l'obsolescence des compétences.
- Il est **urgent de mieux anticiper les évolutions économiques et les mutations technologiques** : renforcer les compétences fondamentales dès l'école et accompagner la reconversion ainsi que la montée en compétences des salariés.



La France est confrontée à des besoins considérables d'investissement pour préparer l'avenir

La décarbonation de la France requiert des investissements massifs dans les années à venir

L'atteinte des objectifs climatiques de la France exige une amplification des investissements : le **besoin net** est estimé à 60-65 Md€/an d'ici 2030 selon la DG Trésor

**+60-65
Md€/an**

+21 Md€ pour le bâtiment

+17 Md€ pour l'énergie

+14 Md€ pour les transports

+10 Md€ pour l'industrie, l'agriculture et les déchets

Le soutien à la réindustrialisation et à l'innovation fait également partie des investissements d'avenir critiques

La France pourrait se fixer des objectifs ambitieux :

Part de l'industrie à 13% du PIB (contre 11% aujourd'hui)

Objectif de **3% de dépense de R&D** en % du PIB (contre 2,2% aujourd'hui)

L'atteinte de ces objectifs nécessitera d'actionner certains leviers :

- Accélération de la politique de **souveraineté industrielle**
- Pérennisation du **CIR**
- Investissement dans les **infrastructures technologiques**
- Modernisation de la **recherche publique** et amélioration des passerelles avec la **recherche privée**

L'Etat doit également continuer d'investir dans certains services publics clés

Défense



Augmenter fortement le budget de la défense jusqu'à 3 à 4% du PIB pour s'adapter rapidement à la nouvelle donne géopolitique

Education



Revaloriser l'attractivité du métier d'enseignant et améliorer la formation

Sécurité et justice

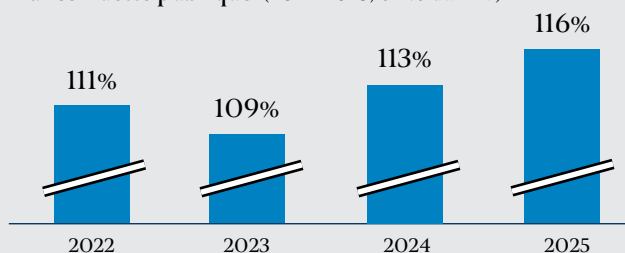


Continuer à investir dans la **modernisation du système judiciaire**, et dans la **sécurité intérieure** pour répondre aux préoccupations des Français sur ces sujets

Ces investissements d'avenir et la relance de la compétitivité requièrent une réforme de nos finances publiques

Le ratio de dette publique repart à la hausse en 2024...

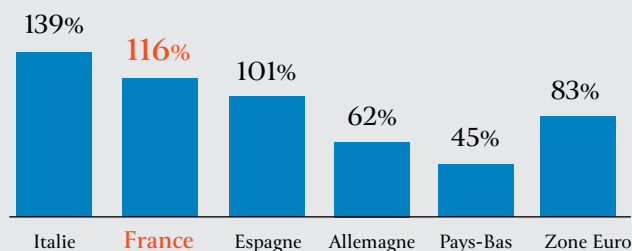
France - dette publique (2022-2025, en % du PIB)



Pour la première fois depuis 2020 et la crise sanitaire, le **ratio de dette publique repart à la hausse** pour s'établir à 113% en 2024 et 116% en 2025. Le dérapage du déficit en 2024 est principalement imputable à la dynamique des dépenses publiques ainsi qu'à une surestimation des recettes fiscales.

... accentuant les divergences avec nos voisins ...

Europe - dette publique (2025, en % du PIB)



La **dégradation récente** creuse l'écart avec les principales économies de la zone euro (33 points de plus que la moyenne de la zone euro).

Par ailleurs, la France est le pays de la zone euro qui affiche le **déficit le plus important** (6% contre 2-4% pour nos voisins).

... alors que la charge de la dette a un coût toujours plus élevé...

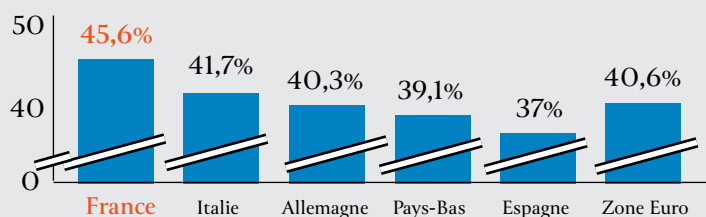
France - charges de la dette (2020-2024, en Md€)



La charge de la dette **préempte une part croissante** de la dépense, et tend à augmenter sous l'effet de son propre poids. Selon les estimations de la Cour des comptes, elle pourrait s'établir à plus de **100 Md€ en 2029**, devenant le premier budget de l'État devant celui de l'Education Nationale.

... et que le levier fiscal n'apparaît plus comme une option crédible

Europe - taux de prélèvements obligatoires (2023, en % du PIB)



Le niveau de **prélèvements obligatoires est le plus élevé d'Europe**. Alors que celui-ci repart déjà à la hausse en 2025, il ne paraît pas souhaitable d'augmenter à nouveau la fiscalité des ménages ni celle des entreprises, dont la compétitivité est déjà bien grevée.

Il existe un chemin vertueux pour améliorer l'efficacité de la dépense publique et réduire son coût

Certains chantiers de modernisation sont déjà bien identifiés :

Améliorer le contrôle des dépenses

Définir des objectifs budgétaires pluriannuels et consolider les mécanismes d'évaluation des dépenses publiques

Moderniser la gestion et les services publics

Mettre en place une culture de la performance et accélérer la digitalisation des services publics

Simplifier le mille-feuille territorial

Rationaliser la répartition des compétences pour éviter les doublons et supprimer les échelons territoriaux non pertinents

Recentrer les missions de service public

Réduire le nombre d'agences et engager une réflexion stratégique sur les missions clefs de l'Etat

Optimiser certaines dépenses publiques

Renforcer l'efficacité du système de santé et de l'assurance-chômage, et réformer la politique de l'apprentissage

Exemple d'initiatives identifiées

10 Md€ d'économies sur les dépenses de fonctionnement des collectivités, notamment sur les achats et le personnel (Inspection des finances, 2024)

7,5 Md€ avec la simplification des responsabilités et des compétences des collectivités territoriales (Rapport Ravignon, 2024)

3,5 Md€ d'économies potentielles sur le dispositif d'indemnisation des arrêts maladie de longue durée (Inspection des finances, 2024)

Des opportunités réelles

200 Md€ de gisement d'économies identifiés par Jacques de Larosière dans son livre « Le déclin français est-il réversible ? » (2024)

110 Md€ de baisses de dépenses identifiées par la fondation IFRAP pour rétablir les comptes publics à horizon 2030

150 Md€ d'économies sur les dépenses publiques identifiées par l'Institut Montaigne pour rééquilibrer le système à horizon 2034

La France pourrait ainsi ramener sa dépense publique à 50% du PIB en 10 ans

France – effort pour réduire le poids de la dépense (2025-2035, en % du PIB¹)



La France doit établir une ambition forte de réduction du poids de la dépense publique à hauteur de 50% du PIB (vs. 57% aujourd'hui), soit un retour à la moyenne européenne

Note : (1) En faisant l'hypothèse d'une croissance réelle du PIB de 1% par an | Source: Cour des comptes, IGF, Rapport Ravignon, Bain



Le rebond passera également par l'augmentation de la quantité de travail déployée en France

Les Français travaillent moins que leurs voisins européens

La **durée annuelle moyenne** de travail est de **2 semaines inférieure** à la moyenne européenne



1615
heures/an



1686
heures/an

La France affiche un **taux d'emploi plus faible** que la moyenne européenne

...pour les 15-64 ans

68%

70%

...pour les 55-64 ans

58%

64%

La quantité de travail pourrait être augmentée en France en réduisant l'écart avec nos voisins les mieux-disants

Durée du travail

- La **durée effective annuelle moyenne** du travail des personnes en emploi de 15 à 64 ans est de 1615 heures, soit **2 semaines de moins** que la moyenne européenne
- La différence à la moyenne pourrait être réduite, soit en **augmentant le temps de travail de 2h par semaine** soit en **augmentant le temps de travail annuel de 2 semaines** (à durée égale hebdomadaire)

Taux d'emploi

- La France pourrait augmenter le taux d'emploi des **15-24 ans** via l'investissement dans les filières professionnelles
- **Au-delà de 54 ans**, des mécanismes **d'incitation au maintien de l'emploi** (exemple d'une défiscalisation progressive de chaque année supplémentaire jusqu'à 67 ans) pourrait être envisagée, ainsi qu'une éventuelle **réforme des retraites**

La mise en place de ces chantiers permettrait de stimuler l'activité et d'accroître la production de richesse

+7%...

...d'augmentation de la quantité de travail, si la France aligne la **durée effective annuelle du travail (+4%)** et le **taux d'emploi (+3%)** sur la moyenne européenne



+120-130 Md€

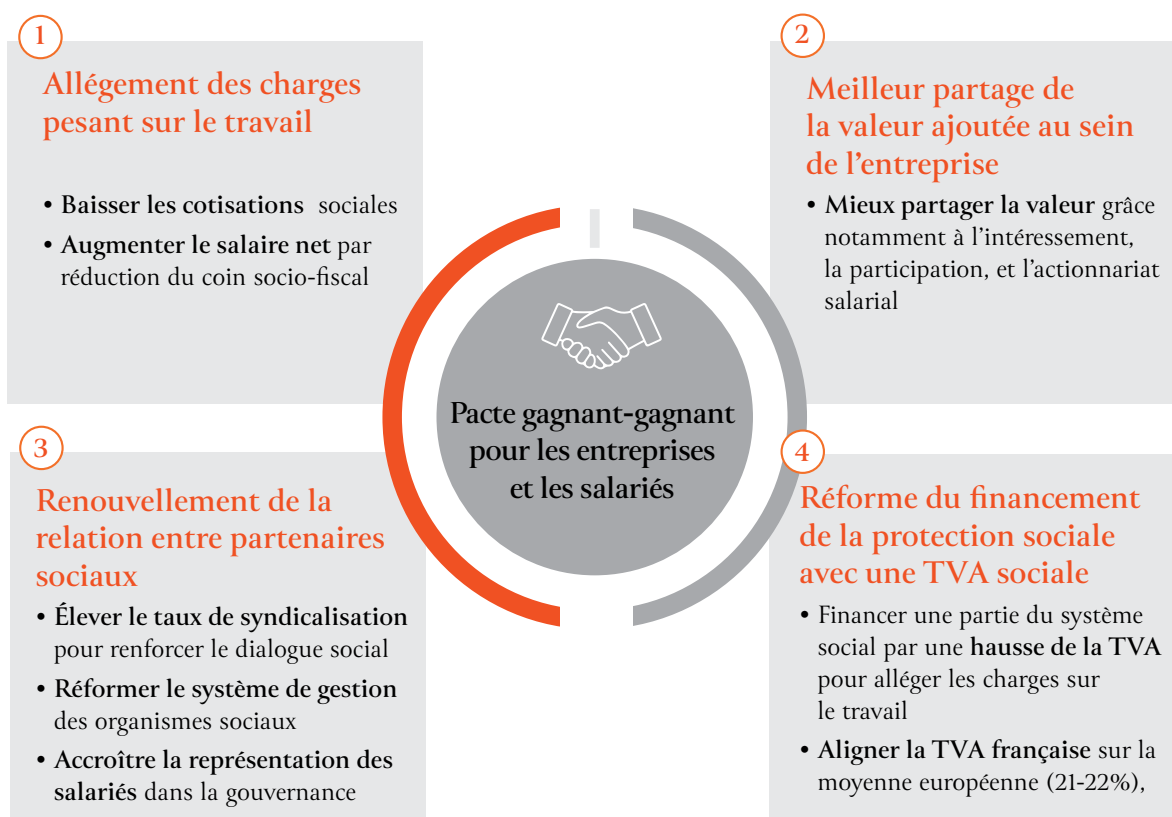
...de PIB additionnel à horizon 10 ans, en faisant l'hypothèse d'une mise en place progressive de ces réformes entre 2025-2035



Ces réformes doivent s'accompagner d'une revalorisation du travail, et du pouvoir d'achat

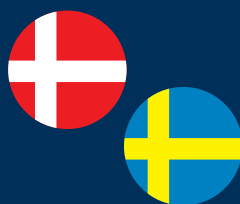
Les réformes de la compétitivité et de la dépense publique ne seront audibles et efficaces **que si le pouvoir d'achat des Français progresse et que le travail paie plus**. Alors qu'aujourd'hui encore, un tiers des ménages disposent d'un «reste pour vivre» insuffisant, **l'augmentation du pouvoir d'achat des Français** apparaît comme une priorité de toute politique économique.

Ainsi, la mise en place d'un **pacte gagnant-gagnant** permettra de renforcer la compétitivité des entreprises tout en améliorant le pouvoir d'achat des Français grâce à une meilleure redistribution de la valeur et un cadre fiscal plus équilibré.



Exemple du modèle scandinave (Danemark & Suède)

Entre 1987 et 1989, le Danemark a réformé son système en compensant la baisse des cotisations sociales par une hausse de la TVA (à 25%), créant un marché du travail plus compétitif et une économie dynamique.



La Suède a également fait le choix d'une TVA élevée (25% pour le taux normal) pour compenser un moindre niveau de cotisation sociale, et donc une plus faible imposition du travail.

La compétitivité de la France dépendra également de celle de l'Europe

Le rebond de la France sera amplifié dans une Europe plus forte et sera d'autant plus réaliste que l'Europe s'adapte à la nouvelle donne économique et géopolitique mondiale, en s'inspirant des grands axes de réformes du rapport Draghi pour réformer et relancer une croissance durable.

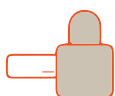
①



Innover et combler le retard technologique

Pour renforcer la compétitivité européenne, **investir 300 Md€ dans le digital et l'innovation** d'ici 2030, **réformer les règles de concurrence** pour faciliter les investissements à risque et **centraliser la supervision financière** afin d'orienter les fonds vers les secteurs essentiels à la souveraineté européenne.

②



Avoir un plan commun pour la décarbonation et la compétitivité

Développer une **politique industrielle européenne unifiée** pour renforcer la compétitivité et accélérer la transition écologique et numérique (+800 Md€ à 2030). **Financer des emprunts européens**, sans alourdir les dettes nationales, et **adapter la politique commerciale** pour protéger les industries stratégiques.

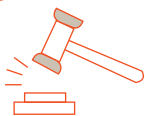
③



Renforcer la sécurité et la souveraineté

Afin de réduire les dépendances, **investir dans une énergie souveraine et bas-carbone** pour sécuriser l'approvisionnement et stabiliser les prix. En parallèle, mettre en place une **stratégie d'accès aux matières premières critiques** et lancer le plan «ReArm Europe» pour renforcer la défense avec 800 Md€.

④



Améliorer la gouvernance économique européenne

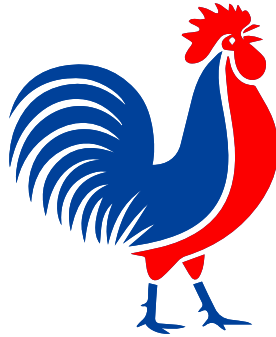
Harmoniser la **prise de décision** et **simplifier la réglementation** pour accélérer les réformes économiques. Créer un «**Cadre de coordination pour la compétitivité**» réunissant États, institutions et acteurs économiques, et **mobiliser un budget européen plus efficace** pour financer les projets industriels stratégiques.

**La France peut jouer un rôle moteur,
et doit faire entendre sa voix,
pour appuyer ces évolutions nécessaires**

Un plan 2025-2035 de relance de la croissance pourrait générer 450 Md€ de PIB supplémentaires

Rebond de la croissance

Augmentation du PIB autour de **1,5 point supplémentaire par an**, soit une croissance d'environ **750 Md€ d'ici 2035** contre **300 Md€** avec la trajectoire actuelle



Relance du pouvoir d'achat des Français

Augmentation du PIB par habitant à **56 000€** en 2035 contre **45 000€** en 2025, et hausse du salaire net autour de **5500€** contre **1500€** avec la trajectoire actuelle

Investir dans la compétitivité des entreprises

Aligner le poids des **impôts de production** sur la moyenne européenne, soit une **baisse de 45 Md€**

Réduire le coin socio-fiscal via une **baisse de cotisations employeur** de **20 Md€**

Augmenter la quantité de travail et mieux le valoriser

Augmenter la **quantité de travail** de **7%** avec une hausse du taux d'emploi (+3%) et une augmentation de la durée de travail (+4%)

Augmenter la rémunération du travail via une **hausse de salaire net**

Augmenter les investissements d'avenir

Mobiliser **65 Md€ par an** pour assurer la **décarbonation**

Augmenter l'effort de **défense** (autour de **40 Md€**)

Doubler l'effort du plan France 2030 de **50 à 100 Md€** pour soutenir l'innovation et l'industrie

D'ici à 2035, cela permettra de gagner...

+ 5-6 pts de PIB supplémentaires
+150-170 Md€

+ 5-6 pts de salaire net avant impôt
+1700€

+ 4-5 pts de PIB supplémentaires
+140-150 Md€

+ 5-6 pts de salaire net avant impôt
+1700€

+ 4-5 pts de PIB supplémentaires
+130-140 Md€

+ 2 pts de salaire net avant impôt
+700€

Des comptes publics assainis

Réduction des dépenses à **50% du PIB**, contre **57%** en 2025, avec un **effort brut de 150 Md€**, et un **effort net de 50 Md€** pour financer les investissements d'avenir.

Augmentation des **recettes fiscales** autour de **160-180 Md€** grâce au gain de richesse produite, permettant d'**accélérer le remboursement de la dette publique**.

Note méthodologique

L'impact des recommandations sur le PIB et le salaire net est calculé en utilisant les hypothèses du modèle de simulation macroéconomique Mésange développé par l'Insee et la DG Trésor

Notre scénario est comparé à une trajectoire actuelle caractérisée par une croissance réelle du PIB de **1%/an** et une croissance réelle du salaire net en ligne avec les **30 dernières années**.



Conclusion



Le cap que nous proposons pour ce rebond de la prospérité du pays et des Français est ambitieux. Il nécessitera en effet des remises en question fondamentales du modèle suivi par le pays depuis ces dernières décennies.

C'est pourquoi cette refondation ne peut se concevoir que sur une période de 10 ans, nécessaire pour associer toutes les parties prenantes, dans une logique de visibilité et de stabilité.

L'orientation proposée se heurtera inévitablement à de nombreux fronts de résistance au changement, mais nous n'avons plus le choix !

Comment ne pas réagir à l'urgence historique du moment ? Comment accepter que la France se voie reculer dans les classements de prospérité, d'éducation, et de qualité des services publics ? Comment supporter dans la passivité de préparer le leg aux générations futures d'un pays affaibli, appauvri, et n'ayant pas réagi aux défis climatiques et technologiques de ce siècle ?

Gageons que les Français auront avec bon sens compris l'urgence du moment et le tournant qu'il exige pour l'avenir du pays et pour eux-mêmes.



22 Rue Joubert 75009 Paris / +33 (0)1 44 30 49 20

 @ConseilSyntec -  Syntec Conseil

www.syntec-conseil.fr